

Alamogordo-Hiroshima-Tchernobyl : De quel problème s'agit-il?

Stanislav J. Kirschbaum

Volume 18, Number 3, 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702216ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702216ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Kirschbaum, S. J. (1987). Alamogordo-Hiroshima-Tchernobyl : De quel problème s'agit-il? *Études internationales*, 18(3), 645–650.
<https://doi.org/10.7202/702216ar>

LIVRES

1. ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE

Alamogordo – Hiroshima – Tchernobyl: De quel problème s'agit-il?*

Stanislav J. KIRSCHBAUM**

Le 26 avril est d'ores et déjà une date qui commémore deux événements qui de prime abord ne semblent pas être liés: Guernica et Tchernobyl. Le bombardement de la ville basque de Guernica le 26 avril 1937 par la légion Condor de la Luftwaffe signalait le début de l'emploi de la force militaire massive contre une cible civile dans le but d'assurer une reddition rapide de l'adversaire. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les Alliés, tout comme les puissances de l'Axe, emploieront l'arme du bombardement stratégique pour vaincre l'autre. Avant que ce conflit mondial ne soit terminé, il suffira d'un avion à Hiroshima pour assurer encore plus de destruction, non seulement immédiate, mais aussi à long terme par les effets de la radiation résultant de l'explosion d'une seule bombe atomique.

Le réacteur nucléaire de Tchernobyl qui explosa le matin du 26 avril 1986, n'en était qu'un parmi d'autres parsemés de par le monde pour fournir l'énergie électrique dont notre civilisation industrielle et technologique ne peut se passer. L'accident était en soi similaire aux milliers d'accidents industriels annuels; ses conséquences ne l'étaient cependant pas. Des populations innocentes, tant autochtones, avoisinantes, qu'ennemies étaient et sont encore touchées. En fait, selon un scientifique soviétique, le legs de Tchernobyl risque d'être plus sinistre que prévu à cause des isotopes à longue vie dont le rapport officiel soviétique avait peut-être sous-estimé l'importance et l'étendue. « Ainsi, l'accroissement du nombre de maladies héréditaires, de difformités ou d'anomalies de développement, les avortements spontanés et les naissances prématurées seront la preuve d'un résultat plus sinistre de Tchernobyl que les maladies du cancer et les morts. Multiplié sur plusieurs générations, le fardeau génétique de Tchernobyl serait encore plus lourd pour l'humanité. »¹

* HARDIN, Russell, MEARSHEIMER, John J., DWORKIN, Gerald and GOODIN, Robert E., *Nuclear Deterrence: Ethics and Strategy*. Chicago, The University of Chicago Press, 1985, 403p.

PERRY, Thomas L. et DEMILLE, Diane (Ed.), *Nuclear War: The Search for Solutions*. Vancouver (B.C.), Physicians for Social Responsibility, 1985, 335p.

RAMBERG, Bennett, *Global Nuclear Energy Risks: The Search for Preventive Medicine*. Boulder and London, Westview Press, 1986, 143p.

SMITH, Theresa C. et SINGH, Indu B. (Ed.), *Security vs. Survival: The Nuclear Arms Race*. Boulder (Col.), Lynne Rienner Publishers, Inc., 1985, 205p.

** Professeur au Département de science politique de Glendon College, Université de Toronto, Canada.

1. *International Herald Tribune*, 22 avril 1987.

Revue Études internationales, volume XVIII, n° 3, septembre 1987

Entre Hiroshima et Tchernobyl, il y a la différence importante d'intention. Pourtant les deux événements mènent au même résultat: grâce à et à cause de l'atome, par voie militaire ou industrielle, nous courons le risque soit de mettre fin à notre civilisation, sinon à la planète, soit de nous faire tant de tort, qu'il faudra des générations pour l'effacer et cela n'est pas certain non plus. Si Guernica rendit Hiroshima possible, c'est Alamogordo, où la première explosion atomique eut lieu en juillet 1945, qui élimina la différence des conséquences entre Hiroshima et Tchernobyl.

Le risque nucléaire fait partie intégrante aujourd'hui de la science industrielle comme de la science militaire. Dans le premier cas, on reconnaît toutefois davantage les apports positifs de l'énergie nucléaire, même au point de se féliciter, au besoin, de notre capacité de la contrôler. Par exemple, l'accident de Three Miles Island en Pennsylvanie en mars 1979, qui avait été un premier signal d'alerte, avait pu être contenu. Il n'y avait donc pas vraiment d'alarme et il était rassurant de penser que l'on pouvait contrôler l'énergie nucléaire. En fait, ce n'était que partie remise. Dans le deuxième cas, l'énergie nucléaire joue un rôle passif, nous assurant malgré la menace de son utilisation un degré de sécurité militaire et politique, du moins jusqu'au jour où, ne serait-ce que par accident, une ogive nucléaire tombera sur une cible quelconque. Serons-nous alors en mesure d'en contrôler toutes les conséquences?

Les risques de l'énergie nucléaire ont provoqué depuis plusieurs années une remise en question de son utilisation, tant sur la place publique (par exemple les manifestations du dimanche de Pâques dans les villes d'Europe occidentale) que dans la littérature scientifique. Le débat est toutefois loin d'être tranché. Peut-être cela est-il dû à la difficulté de poser les bonnes questions. Même s'il s'agit uniquement de la simple question de risques ou d'avantages, la réponse ne peut être toutefois donnée sans saisir d'abord l'étendue du phénomène nucléaire. Les ouvrages à notre disposition qui font partie d'une littérature maintenant grandissante sur le sujet, nous permettent au moins de faire le tour du phénomène nucléaire pour voir ensuite quelles sont les questions à poser.

« Vers la fin de 1983, il y avait 529 réacteurs à puissance nucléaire en opération, en construction ou sur commande dans trente-huit pays. »² Telle est l'importance de l'énergie nucléaire. Cependant, ce que ces statistiques ne signalent pas directement, c'est avant tout l'éventail des problèmes et des risques de leur prolifération dont la plupart peuvent résulter de contentieux politiques actuels ou en puissance. L'énergie nucléaire industrielle court quatre risques majeurs: sa diversion nationale vers la production d'armes nucléaires; le sabotage ou « une action nucléaire » par des groupes politiques; la vulnérabilité des réacteurs et les dangers que leur destruction provoquerait en cas de guerre; et enfin les accidents, comme celui de Tchernobyl.

Or, force est de constater que depuis Alamogordo, moult efforts ont été faits dans le but de contrôler l'énergie nucléaire. La communauté internationale a non seulement pris conscience des dangers de l'atome, mais elle a posé plusieurs jalons pour en assurer le contrôle: le Traité de non-prolifération qui est entré en vigueur en 1970; les règlements de l'Agence de l'énergie atomique internationale; les ententes entre fournisseurs nucléaires, et enfin le Protocole Additionnel de 1977 de la Convention de Genève du 12 août 1949. En outre il y a le Comité consultatif (COCOM) auquel adhèrent la plupart des pays occidentaux et la Banque mondiale, deux instances internationales qui sont en mesure d'anticiper les risques technologiques et d'assurer la mise en application de certains contrôles. Il existe ensuite les accords régionaux comme ceux au sein de l'EURATOM et les accords bilatéraux comme ceux que le Canada fait signer par les pays auxquels il fournit des réacteurs. Enfin il y a certaines institutions nationales, notamment américaines, dont la *Nuclear Regulatory Commission*, la

2. B. RAMBERG, p. 1.

Energy Research and Development Administration et la *Arms Control and Disarmament Agency*, qui ont aussi un rôle direct à jouer tant sur la scène américaine que sur la scène internationale. Pour Bennett Ramberg, dont l'ouvrage non seulement fait état de tous ces efforts, mais a aussi pour but d'envisager quelles autres mesures peuvent et doivent être prises afin de minimiser les risques de l'utilisation de l'énergie nucléaire, il y a de quoi être optimiste: « le régime [des contrôles] a fait des progrès remarquables. Il est vrai qu'il a été étiré dans les années récentes, mais je crois qu'il y a suffisamment d'intérêt commun pour le soutenir. »³

Est-ce que l'optimisme de Ramberg est justifié? En fait, son optimisme est mitigé par la constatation que le régime de contrôles international actuel se base sur le plus bas des dénominateurs communs. D'où le besoin de créer un nouveau régime dont les institutions procéderaient à une évaluation de sécurité nucléaire avant de mettre en vigueur une des sept Révisions nucléaires internationales (RNI) qu'il propose et dont le choix, donc le niveau et l'étendue, feraient l'objet d'accords entre les pays. Selon Ramberg, « Les RNI offrent les moyens d'éviter la diversion sous-nationale [c'est-à-dire celle des groupes politiques], le sabotage et les accidents sérieux. Ils diminueraient les conséquences d'actes de guerre contre les installations nucléaires. Ils pourraient aussi mettre un terme à ou ralentir la prolifération des armes nucléaires. »⁴

Les suggestions de Ramberg relèvent du bon sens. D'aucuns n'apprécieront pas tous les détails et y verront des objections ayant trait aux intérêts particuliers et nationaux. En effet, ce sont ces intérêts qui font que l'énergie nucléaire a trouvé sa place aussi dans les arsenaux nationaux. S'il y a le même souci de contrôler les armes nucléaires, force est de constater qu'il est beaucoup plus difficile d'arriver à un accord. Même lorsqu'il y a accord, beaucoup de portes restent ouvertes permettant de nouveaux développements qui rendent les accords caduques en très peu de temps. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les questions de contrôle d'armements, pour ne rien dire du désarmement, provoquent un âpre débat. Aussi par rapport au débat sur l'énergie nucléaire industrielle, les points de départ et les enjeux sont-ils différents. Il existe de plus un paradoxe tout à fait singulier qui donne au débat sur les armes nucléaires à la fois une grande acuité et un sérieux doute d'en arriver à un accord. D'une part, on reconnaît les apports de l'énergie nucléaire, surtout sur le plan énergétique, mais on redoute les conséquences d'un accident et pour cette raison il y a de plus en plus d'opposition à la construction de nouvelles centrales nucléaires. D'autre part, on reconnaît que les armes nucléaires ont pour but de détruire sur une grande échelle, mais on veut s'en doter justement pour se sentir en sécurité sans pour autant avoir à s'en servir. On peut alors se demander quels sont les arguments qui animent le débat et à quelles conclusions conduisent-ils?

Trois concepts clés font l'objet du débat sur les armes nucléaires: dissuasion, sécurité et survie. L'homme s'est toujours armé pour se défendre, se satisfaisant souvent de l'idée que son arme dissuadait un adversaire potentiel. Or est-ce juste, voire moralement juste, de se doter d'une arme qui, si elle est utilisée, risque de faire sauter la planète? Telle est l'interrogation que posent des philosophes, mais à laquelle ils ne répondent pas d'une voix unanime. La réponse dépend de l'hypothèse de base en théorie morale. Des onze philosophes figurant dans l'ouvrage sur la dissuasion sous la direction de Russell Hardin et autres⁵, sept ont une réponse négative alors que quatre peuvent être comptés parmi ceux, comme les stratèges, qui considèrent la dissuasion comme la stratégie unique à l'ère nucléaire.

3. *Ibid.*, p. 48.

4. *Ibid.*, p. 96.

5. *Nuclear Deterrence*, *op. cit.*

Lorsqu'on considère la nature d'un acte ainsi que la nature d'une menace, comme le font les déontologues, la possibilité d'annihiler des millions de vies humaines comme le veut toute stratégie de dissuasion n'a rien de moral, donc rien de juste. Même l'appel à la défense ne peut en rien infirmer cette constatation comme l'indique Thomas Donaldson: « Le droit d'une société de se défendre, comme son droit d'emprisonner ceux qui enfreignent la loi, exige des conditions qui limitent son exercice. Le côté rébarbatif des systèmes d'armes nucléaires nuit de façon sensible à la réalisation de ces conditions. Dans un tel cas, les risques sont trop élevés et ils le sont trop par simple principe. »⁶

L'argument déontologique est renforcé lorsque le philosophe prend en considération les conséquences de l'acte comme le signale Jeff McMahan, même si l'argument déontologique est suffisant en soi.⁷ On ne peut l'indiquer plus clairement que Richard Wasserstrom: « Si la dissuasion échoue, il n'y a plus d'occasion de tirer les leçons de l'échec, de réparer le tort ou de reconsidérer ou réviser la politique et la pratique en conséquence. »⁸

C'est l'immoralité de la dissuasion qui incite Robert Goodin à proposer le désarmement unilatéral des États-Unis. Une telle politique offre d'après lui, « une certitude morale » car elle permet de diminuer non seulement la probabilité d'une guerre nucléaire, mais surtout sa possibilité.⁹

D'autre part, si la position philosophique adoptée en est une d'utilitarisme, ce sont alors les conséquences de l'acte, donc de l'acte de dissuader, qui sont importantes. Pour David Gauthier, suivant un tracé logique très précis, il est clair que la dissuasion a pour but « de soutenir, plutôt que de détourner l'exigence selon laquelle la société humaine est une activité coopérative à avantage mutuel. »¹⁰ Pour d'autres notamment Steven Lee, si la doctrine de dissuasion est acceptable, il est par contre préférable de s'en tenir à un niveau minimum.¹¹

C'est cette question de degré qui préoccupe surtout les stratèges. Comme le signalent les auteurs de l'introduction: « Les buts des stratèges sont fondamentalement normatifs et dirigés vers autrui. Ils pensent que la prévention de la guerre est un impératif moral clair de notre époque. Ils diffèrent seulement dans leur évaluation de ce que sont les moyens les plus efficaces pour arriver à cette fin. »¹² On retrouve chez la plupart des auteurs les arguments qui ont monnaie courante depuis un certain temps pour et contre le niveau actuel d'armes nucléaires, l'enjeu d'une réduction et des développements technologiques dans le choix d'une stratégie contre-force ou contre-valeur. Par contre, pour Richard H. Ullman, la tâche la plus importante est de dénucléariser la politique internationale, commençant par une politique de non utilisation première (*no first use*) de la part des superpuissances. Le reste, notamment gel et réduction, s'ensuivrait. Son opposition aux armes nucléaires vient du fait, comme le pense Sissela Bok, qu'elles sont fondamentalement anti-démocratiques, puisqu'elles exigent le secret et empêchent ainsi un débat public.¹³

Cet ouvrage collectif offre un excellent éventail d'arguments philosophiques et stratégiques pour et contre la dissuasion. Si on est partisan de celle-ci, force est de constater toutefois, qu'elle a mené jusqu'à maintenant à une course aux armements. On ne peut pas ne

6. « Nuclear Deterrence and Self-Defense », *ibid.*, p. 172.

7. « Deterrence and Deontology », *ibid.*, pp. 141-160.

8. « War, Nuclear War, and Nuclear Deterrence: Some Conceptual and Moral Issues », *ibid.*, p. 34.

9. « Nuclear Disarmament as a Moral Certainty », *ibid.*, pp. 282-284.

10. « Deterrence, Maximization, and Rationality », *ibid.*, p. 119.

11. « The Morality of Nuclear Deterrence: Hostage Holding and Consequences », *ibid.*, pp. 173-190.

12. Russell HARDIN et John J. MEARSHEIMER, *ibid.*, p. 3.

13. « Denuclearizing International Politics », *ibid.*, pp. 191-212, et « Distrust, Secrecy and the Arms Race », *ibid.*, pp. 339-354.

pas alors être inquiété par l'ampleur et la signification de cette course. Aussi est-ce à bon escient que les auteurs d'un autre ouvrage collectif examinent ce problème en signalant qu'il s'agit d'une opposition entre sécurité et survie.¹⁴

Les huit auteurs appelés à se prononcer sur la course aux armements cherchent avant tout à examiner ses divers aspects, notamment les conséquences de cette course et le processus de son contrôle. L'ouvrage a pour but d'élucider non seulement ces questions, mais aussi la politique américaine. Il y a moins de rigueur analytique que dans l'ouvrage précédent; par contre, les questions étudiées nous sensibilisent au fait qu'une politique de contrôle des armements n'est pas arrêtée si facilement. Selon feu Herman Kahn, il est même possible d'envisager une guerre nucléaire limitée, même si elle est peu probable. Ce qui importe, c'est de réfléchir aux scénarios qui pourraient ainsi provoquer ce qu'il appelle une « guerre nucléaire centrale », c'est-à-dire une guerre entre les États-Unis et l'Union soviétique, et comment y survivre.¹⁵

La plupart des auteurs, à l'instar de Frank von Hippel, croient qu'il est erroné de penser qu'il est possible de limiter une guerre nucléaire et donc qu'il est préférable de négocier.¹⁶ Par où faut-il alors commencer et sur quoi faut-il mettre l'accent?

Pour William A. Colby, un gel des armements et un meilleur régime de vérifications sont les objectifs à poursuivre¹⁷. Quant à Richard Garwin, le problème de la réduction des armements est avant tout une question technique: il faut avoir un système de C³ (commandement, contrôle et communications) fort développé et savoir choisir les armes appropriées et nécessaires pour la défense des États-Unis.¹⁸ Or pour Judith Reppy, les programmes militaires sont aujourd'hui trop coûteux et ont des conséquences sérieuses pour l'économie américaine: « la concentration de ressources scientifiques et technologiques dans les programmes militaires a privé d'autres secteurs du progrès technologique et a vraisemblablement sapé la position compétitive de la base technologique américaine dans l'économie mondiale. »¹⁹ Quant à George Rathjens, il affirme un certain pessimisme vis-à-vis du processus de contrôle des armements dont le dossier historique, selon lui, n'offre rien d'encourageant.²⁰

Va-t-on alors vers une guerre nucléaire? Est-ce la conclusion inévitable qu'il faut tirer face aux problèmes du contrôle des armements et face à la gageure de rationalité qu'implique la dissuasion mutuelle des supergrands? S'il faut penser l'impensable, pour reprendre une expression de Kahn, il suffirait alors d'envisager les conséquences d'une guerre nucléaire, pour s'en désabuser. Tel est le message de Michael Levandowsky, H. Jack Geiger et Richard P. Turco dans leur présentation des conséquences environnementales et médicales d'une guerre nucléaire.²¹ Comment alors faire comprendre aux hommes politiques qu'il est impératif de trouver des solutions, qu'il ne s'agit pas uniquement d'un problème de relations internationales ou de questions purement techniques?

« La prévention de la guerre nucléaire exige une pression politique de la part de millions de gens ». ²² Tel est le message qui ressort d'un colloque organisé à l'Université de la

14. *Security vs. Survival, op. cit.*

15. « Central Nuclear War: Comments, Concepts and Contexts », *ibid.*, pp. 77-108.

16. « Perspectives on Limited Nuclear War », *ibid.*, pp. 23-52.

17. « Issues in U.S.-Soviet Nuclear Defense Policy », *ibid.*, pp. 9-22.

18. « Nuclear Arms Futures », *ibid.*, pp. 53-76.

19. « Military Spending and the U.S., Economy », *ibid.*, p. 118.

20. « A Critical Analysis of the Arms Control Record », *ibid.*, pp. 157-174.

21. « Environmental Consequences of Nuclear War », *ibid.*, pp. 121-138; « Medical Consequences of Nuclear War », *ibid.*, pp. 139-156; et « Nuclear Winter: Global Effects of Nuclear War », *Nuclear War, op. cit.*, pp. 25-43.

22. Thomas L. PERRY et Dianne DEMILLE, « Introduction: How to Use This Book », *ibid.*, p. 1.

Colombie-Britannique en Octobre 1984 par le groupe *Physicians for Social Responsibility*. L'ouvrage qu'ils ont publié est pour cette raison polyvalent dans ses thèmes et davantage un ouvrage de vulgarisation que d'analyse scientifique rigoureuse.²³ La plupart des thèmes majeurs sur la question y sont présentés : l'hiver nucléaire, les arsenaux actuels, les nouvelles armes, les armes dans l'espace, la défense civile contre la guerre nucléaire au Canada, les traités sur le contrôle des armements, les relations Est-Ouest du point de vue soviétique, la politique soviétique dans la question du contrôle des armements, le rôle de l'OTAN et du Canada dans les questions nucléaires, ainsi que quelques thèmes connexes comme les conséquences psychiatriques de la guerre nucléaire, les effets de vivre continuellement dans la peur, les coûts humains de la course aux armements et la contribution de la théorie des jeux à l'éducation de paix. Scientifiques, militaires, universitaires et hommes politiques contribuent à cet ouvrage, y compris le docteur Helen Caldicott dont la notoriété publique, grâce à son opposition à la guerre nucléaire est déjà très grande. L'ouvrage n'apporte rien de nouveau sur le plan scientifique, mais mérite néanmoins la lecture ne serait-ce qu'à la présentation parfois très judicieuse par les auteurs de leurs thèmes particuliers.

Énergie nucléaire, donc centrales nucléaires et accidents nucléaires. Énergie nucléaire, donc armes nucléaires, dissuasion, contrôle des armements ou guerre nucléaire. De quel problème s'agit-il ? Albert Einstein a dit après l'explosion d'Alamogordo, que tout avait changé sauf la façon de penser de l'homme. Cette réflexion est-elle toujours valable ? Les ouvrages que nous avons examinés, qui ne sont que tant parmi d'autres sur le sujet, suggèrent que nous essayions de nous diriger vers une nouvelle façon de penser.

Il est clair aujourd'hui que le problème n'est pas l'énergie nucléaire en soi, mais plutôt ce que les hommes peuvent et veulent en faire. C'est l'interrogation, en filigrane, des ouvrages que nous avons examinés. Développée et utilisée d'abord pour des fins militaires, l'énergie nucléaire peut aujourd'hui soit nous détruire tous, soit être contrôlée pour notre sécurité matérielle et personnelle. Résumant le débat sur la dissuasion, Marc Trachtenberg écrit : « La vraie question morale n'est pas de savoir si les armes nucléaires sont bonnes ou non. Elles existent et ne peuvent pas être désinventées. Le problème nucléaire ne peut être ainsi éludé ; les vraies questions morales ont trait à la question de savoir comment acceptons-nous cette réalité, comment pouvons-nous contrôler un problème que nous ne pouvons à peine espérer, dans son sens ultime, résoudre. »²⁴ Son plaidoyer est en faveur de la nécessité de poser les bonnes questions sur ce que nous voulons faire avec l'énergie nucléaire, le rôle qu'elle peut et doit jouer dans nos relations mutuelles. En dernière analyse, à cause des dangers qu'elle comporte, la question principale est aujourd'hui davantage morale que politique.

Si la démarche vers les bonnes questions et leurs réponses est compliquée par la complexité de la politique internationale, comme l'indiquent fort bien les quatre ouvrages, il y a lieu d'espérer par contre que c'est justement cette complexité ainsi que les dangers de l'énergie nucléaire qui feront prendre conscience aux hommes politiques le besoin de se mettre à poser les bonnes questions. Car pour le citoyen moyen, il devient de plus en plus évident qu'il s'agit d'un seul problème, celui de sa survie.

23. L'ouvrage contient aussi certaines questions posées par l'auditoire ainsi que les réponses.

24. « Strategists, Philosophers, and the Nuclear Question », *Nuclear Deterrence*, op. cit., p. 359.